


PRÉVENIR LES RUPTURES DANS LES PARCOURS EN PROTECTION DE L'ENFANCE

Les jeunes protégés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ne sont pas visibles dans l'agenda politique et médiatique alors qu'elles et ils connaissent pourtant de nombreuses difficultés tout au long de leurs parcours. Le CESE a été saisi par le Premier ministre en avril 2018 pour travailler sur deux situations particulières : celle des « jeunes en difficultés multiples » et celle des jeunes majeurs.

Les « jeunes en difficultés multiples », malheureusement appelés « incasables », sont des jeunes ayant connu des négligences et violences graves qui ont perturbé leur développement, et qui rencontrent des difficultés dans plusieurs domaines (éducation, santé, relation aux autres, loisirs...). Elles et ils ne sont pas accueillis de façon durable et souvent baladés de structures en structures. Cette maltraitance institutionnelle accentue



... environ, des moins de 30 ans utilisateurs des services d'hébergement temporaire et de restauration gratuite nés en France ou arrivés avant 18 ans sont des anciens de l'ASE.

INSEE, 2016.



... au moins, des jeunes de l'ASE ont un handicap physique ou mental.

Défenseur des droits, 2015.

leur sentiment d'abandon, leur capacité à suivre une scolarité stable et la prise en charge de leurs troubles psychiques.

La sortie de la protection de l'enfance, quant à elle, rime trop souvent avec précarité. Un grand nombre de jeunes majeurs ne bénéficient pas d'un contrat jeune majeur (aide financière et accompagnement) jusqu'à leurs 21 ans et quand elles et ils en bénéficient, les durées sont extrêmement réduites (3 à 6 mois). La situation de ces jeunes est paradoxale : il leur est demandé plus d'autonomie qu'aux autres jeunes de leur âge alors qu'elles et ils ont moins de ressources (familiales, relationnelles, psychologiques, financières, sociales, etc.). La prise en charge défaillante de ces deux publics constitue un véritable gâchis économique au regard de l'investissement de la collectivité publique pour la protection de l'enfance (environ 10 milliards d'euros) et un non-sens



Antoine Dulin

ancien délégué national des Scouts et Guides de France et engagé au sein d'Habitat et Humanisme, est vice-président du CESE.

Membre du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse, il siège à la section des affaires sociales et de la santé et à la section de l'économie et des finances

Contact :

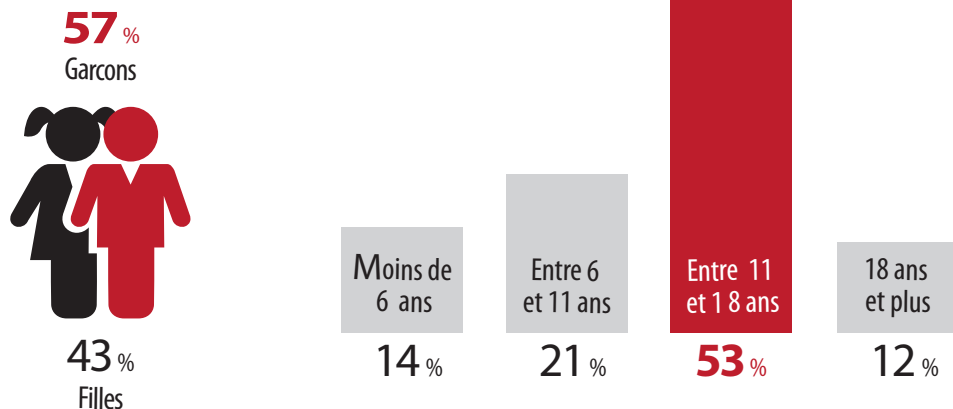
antoine.dulin@lecese.fr
01 44 43 64 41

éducatif et social puisqu'il engendre souvent une perte d'estime de soi pour les jeunes mais aussi pour les professionnels qui les accompagnent.

C'est sur la base de ce constat que le CESE formule une série de préconisations qui nourriront la future stratégie interministérielle pour la protection de l'enfance et de l'adolescence (2018-2022) qui sera mise en place par le Gouvernement et les conseils départementaux.

QUI SONT LES JEUNES DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE ?

Parmi les jeunes placés (hors placements directs), *DREES 2015-2016*.



36 %

des jeunes placés dans leur enfance déclarent un 'mauvais' ou 'très mauvais' état de santé, soit 2x plus que les autres.

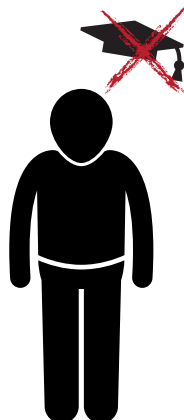
INSEE, 2016.



13 fois
plus de risque

d'avoir un enfant à 17ans pour les filles protégées (9% contre 0,7% pour l'ensemble des jeunes du même âge).

ELAP. 2013-2014.



5 fois
moins de chance

environ, de préparer le bac général (13% des jeunes de 17ans placés, contre 51% pour l'ensemble des jeunes du même âge).

INED. 2016.

LES MESURES EN PROTECTION DE L'ENFANCE



333 461

mesures d'ASE*
au 31 décembre 2016

* Hors mesures de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) qui sont au nombre de 555.



169 114

mesures de placements



164 347

mesures éducatives (AEMO, AED...)



74 945

En famille d'accueil



57 577

En établissement



20 768

Autres modes
d'hébergement

(appartements, internats, etc.)



15 824

Placés directement
par le juge



299 600
mineurs*



20 900
jeunes majeurs*

89 %

des mesures de placement

70 %

des mesures éducatives

└─ sont des mesures judiciaires ─┘

Les mesures de placement et éducatives
sont à **+ de 97 %**
des mesures administratives

* Un jeune peut être concerné par plusieurs mesures .

LES PRÉCONISATIONS DU CESE

- Evaluer et améliorer le pilotage national et territorial de la politique de protection de l'enfance ;
- Développer la connaissance statistique et la recherche notamment sur les jeunes majeurs, les jeunes protégés en situation de handicap et ceux issus de familles en grande pauvreté.

SÉCURISER LE PARCOURS DES ENFANTS ET DES JEUNES EN DIFFICULTÉS MULTIPLES

1. L'entrée dans le parcours

- Renforcer la prévention dès la petite enfance, à l'école, dans les familles et dans les lieux tiers afin de prendre en charge le plus tôt possible les situations de carences éducatives, de maltraitance et de troubles du développement et du comportement en s'appuyant sur la mise en œuvre de protocoles départementaux relatifs à la prévention ;
- Créer un référentiel national pour l'évaluation des situations, applicable dans chaque département ;
- Mettre en place un bilan de santé de l'enfant intégré au Projet pour l'enfant ;
- Renforcer la formation des professionnels (notamment celle des assistants familiaux) pour garantir une meilleure prise en charge des parcours en s'appuyant sur le développement de co-formations.

2. L'accompagnement tout au long du parcours

- Créer un fonds national de péréquation des dépenses de protection de l'enfance et s'assurer du respect de normes nationales dans l'application des mesures d'ASE dans chaque territoire ;
- Renforcer la coordination des secteurs social, médico-social et du handicap en mettant les jeunes en difficultés multiples au centre pour assurer une meilleure prise en charge et leur garantir un droit d'accès aux services nécessaires (scolarisation, (pédo)psychiatrie...) ;
- Développer des offres d'accueil spécifiques qui répondent aux besoins des jeunes en difficultés multiples (établissements intégrant le social, médico-social et sanitaire, assistants familiaux thérapeutiques, lieux de vie...).

PRÉPARER ET SÉCURISER LA FIN DU PARCOURS EN PROTECTION DE L'ENFANCE

1. Garantir une aide pour les jeunes sortants de l'ASE

- Répondre à l'urgence soit en modifiant le droit commun et garantir, pour tout jeune de 18 ans, sous condition de ressources, sortant ou non de l'ASE, un parcours d'accompagnement vers l'insertion assorti d'une garantie de ressources, soit en créant un droit spécifique pour les jeunes majeurs sortants de l'ASE consistant en une prise en charge jusqu'à la fin des études ou le premier emploi durable (CDD de plus de 6 mois ou CDI), cofinancée par l'Etat et les départements ;
- Garantir l'accès au logement en créant un fonds de solvabilisation des restes à charge en Foyers de Jeunes Travailleurs et en développant les baux glissant et les parcours résidentiels en semi-autonomie.

2. Accompagner les jeunes majeurs au cours de la transition vers l'autonomie

- Sécuriser le parcours administratif par l'ouverture systématique d'un espace de ressources numérique sécurisé leur permettant l'accès à leur dossier d'ASE et garantir l'ouverture d'un compte bancaire ;
- Mettre en œuvre le protocole d'accès à l'autonomie inscrit dans la loi de 2016 dans chaque département afin de mobiliser autour du jeune l'ensemble des acteurs de l'insertion socio-professionnelle ;
- Développer le parrainage de proximité et garantir les ressources pérennes aux associations d'anciens de l'ASE (ADEPAPE) afin de constituer un réseau de personnes ressources autour du jeune ;
- Mettre en œuvre, dans chaque département, un accompagnement des mineurs non accompagnés (MNA) permettant la jouissance effective de leurs droits, notamment l'accès au travail.